

Conjoncture : les prémisses d'un scénario catastrophe

Après deux années de croissance très modeste (0,3 % en 2012 et 2013), l'économie française est de nouveau en train de s'affaiblir. La France vient en effet d'enregistrer son deuxième trimestre consécutif de croissance nulle. Désormais peu crédibles, les prévisions du gouvernement de réaliser 1% de croissance annuelle en 2014 et 1,7 % en 2015 seront fortement abaissées.

Cette mauvaise performance n'est pas isolée en Europe. L'économie italienne est retombée en récession au second trimestre (- 0,2%) et l'Allemagne enregistre un très net ralentissement avec un taux de croissance pour ce second trimestre lui aussi négatif ! Au final, en dehors de l'Europe du Sud, en particulier de l'Espagne et du Portugal dont le commerce extérieur est dopé par une politique d'abaissement des salaires donc de dumping, c'est toute la zone euro qui est au point mort avec un taux de croissance nul au second trimestre et une inflation historiquement basse

Ces mauvais résultats ne sont pas une surprise. Depuis plusieurs mois, on ne compte plus les avertissements de nombreux économistes : le caractère simultané des politiques d'austérité associées à une course à la compétitivité-prix via la modération, voire la baisse des salaires, est en train de produire un cercle vicieux dans lequel les économies européennes s'enfoncent. Dans le cas français, le diagnostic d'un célèbre Prix Nobel (P. Krugman) est sans appel quand il déclarait cet été que « L'hypocondrie [de la France] l'amène à accepter des remèdes de charlatans qui deviennent la véritable cause de sa détresse ».

La dégradation des principaux indicateurs conjoncturels laissait largement présager cette situation. La production manufacturière sur le second trimestre 2014 a fait, selon l'INSEE, un « décrochage surprise ». Et l'indicateur du climat des affaires se dégrade depuis plusieurs mois. Quant au chômage, les derniers chiffres de l'INSEE attestent d'une légère hausse à un niveau toujours plus élevé : 10,2 % de la population active en France, après 10,1 % au premier trimestre 2014.

Le soutien de la demande est, enfin, identifié comme l'un des principaux leviers d'intervention pour casser ce cercle vicieux.

Pour FORCE OUVRIERE, cette situation est une preuve de plus que la logique libérale de l'offre n'aura aucun effet sur la croissance. Malgré 40 milliards concédés aux entreprises (Pacte de responsabilité), il est désormais évident que le gouvernement ne parviendra pas à réactiver la croissance et à enrayer la montée du chômage, en particulier dans un environnement européen si dépressif.

La démonstration sur le fait que l'austérité et la politique de « baisse des charges » et de modération salariale sont suicidaires socialement et économiquement n'est plus à faire.

Soutenir la consommation par l'augmentation des salaires, à tous les niveaux, et permettre la recherche, l'innovation et la commande publique par l'investissement public sont plus que jamais indispensables pour relancer l'activité, l'économie et l'emploi.

Tout concourt donc aujourd'hui à une remise en cause des politiques économiques d'austérité menées depuis 2011, qu'il s'agisse du bilan négatif sur le plan de la croissance et de l'emploi, du bilan négatif sur le plan du redressement des comptes publics qui ne parviennent pas à s'équilibrer par manque de recettes fiscales et de la mise en action d'une dynamique dangereuse de déflation. Poursuivre dans cette voie libérale et purement idéologique serait mortifère pour nos économies européennes et leurs fondements démocratiques. On peut refuser de faire des « zig-zag » mais savoir quand il faut faire demi-tour...

Paris, le 9 septembre 2014